

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de janvier 1998

Déficit budgétaire de 1,7 milliard de dollars en janvier 1998

Le mois de janvier 1998 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,7 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,4 milliard en janvier 1997. Près du tiers du déficit de janvier 1998 est attribuable aux retards de perception des recettes fiscales en raison de la tempête de verglas qui a frappé l'Est du Canada, et au fait que la date de remise mensuelle des recettes de taxes sur les produits et services (TPS), le 31 janvier, était un samedi. Ces recettes seront ajoutées à celles de février 1998. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 0,6 milliard de dollar (5,6 p. 100) en janvier 1998. Les dépenses de programmes ont fléchi de 0,5 milliard (5,9 p. 100), traduisant surtout l'effet soutenu des mesures de compression et la croissance de l'économie. Les frais de la dette publique ont progressé de 0,2 milliard de dollars (4,5 p. 100) sous l'effet des ajustements cumulatifs au titre des mois précédents.

La baisse, d'une année sur l'autre, des recettes budgétaires est attribuable à la diminution des cotisations d'assurance-emploi (de 0,6 milliard de dollars) et des recettes de TPS (de 0,5 milliard de dollars). Le recul des cotisations d'assurance-emploi résulte d'un certain nombre de facteurs : 1) l'effet des changements apportés aux exigences de remise; 2) la baisse du taux des cotisations salariales, qui est passé de 2,90 dollars à 2,70 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables; et 3) le transfert aux recettes d'impôt sur le revenu des particuliers en raison de montants payés en trop pour l'année d'imposition 1996. Des facteurs ponctuels expliquent la baisse des recettes de TPS. En revanche, les recettes d'impôt des sociétés ont grimpé de 14,2 p. 100, alors que celles au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,3 p. 100.

La baisse des dépenses de programmes traduit la diminution des prestations d'assurance-emploi, des transferts aux autres administrations, des subventions et autres transferts, et des paiements aux sociétés d'État. Pour ce qui est des transferts à d'autres administrations, le recul des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) témoigne à la fois de la baisse du total des droits et de l'appréciation des transferts de points d'impôt.

Excédent de 3,3 milliards de dollars d'avril 1997 à janvier 1998

Pour les 10 premiers mois de l'exercice 1997-98, on observe un excédent de 3,3 milliards de dollars, ce qui représente un redressement de 10,7 milliards par rapport au déficit de 7,3 milliards constaté pour la même période en 1996-97. Cette situation est attribuable à l'effet du redressement de l'économie sur les recettes budgétaires et des mesures de compression des dépenses de programmes instaurées dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995. Les recettes budgétaires ont grimpé de 6,2 milliards de dollars (5,5 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 3,4 milliards (4,1 p. 100), et les frais de la dette publique ont fléchi de 1,0 milliard (2,7 p. 100).

Excédent financier de 14,3 milliards de dollars d'avril 1997 à janvier 1998

Grâce à un excédent budgétaire de 3,3 milliards de dollars et à des ressources nettes de 5,1 milliards au titre des opérations non budgétaires, on observe un excédent financier, opérations de change exclues, de 8,4 milliards de dollars, ce qui représente un redressement de 10,2 milliards par rapport à la même période en 1996-97. À cela s'ajoutent des ressources nettes de 6,0 milliards provenant des opérations de change. Au total, donc, on constate un excédent financier de 14,3 milliards, ce qui constitue une amélioration de 21,1 milliards par rapport à la même période l'an dernier. Les soldes de l'encaisse ont légèrement diminué au cours des 10 premiers mois de 1997-98 par rapport à la fin de l'exercice 1996-97. Par conséquent, depuis le début de l'exercice 1997-98, une tranche de 14,8 milliards de dollars de la dette contractée sur les marchés a été remboursée.

Budget équilibré en 1997-98

Si l'on tient compte à la fois des résultats financiers pour les 10 premiers mois de 1997-98, des prévisions pour le reste de l'exercice et de l'effet des mesures annoncées dans le budget de 1998, le budget sera équilibré en 1997-98.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 153	10 532	112 983	119 205
Dépenses de programmes	-8 982	-8 448	-82 943	-79 513
Solde de fonctionnement	2 171	2 084	30 040	39 692
Frais de la dette publique	-3 586	-3 746	-37 381	-36 376
Déficit ou excédent	-1 415	-1 662	-7 341	3 316
Opérations non budgétaires	2 555	3 116	5 549	5 052
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	1 140	1 454	-1 792	8 368
Opérations de change	-2 788	-1 868	-4 994	5 972
Total des besoins financiers ou excédent	-1 648	-414	-6 786	14 340
Opérations de la dette non échue	-1 431	-1 658	319	-14 513

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Hausse des recettes budgétaires entre avril 1997 et janvier 1998

Entre avril 1997 et janvier 1998, les recettes budgétaires ont augmenté de 6,2 milliards de dollars (5,5 p. 100) par rapport à la même période l'an dernier. Cette augmentation est entièrement attribuable à la vigueur de l'économie, puisque des facteurs ponctuels pour janvier 1998 ont contribué à la baisse des recettes pour ce mois.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 4,2 milliards de dollars en raison de la hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi, parallèlement à la forte croissance de l'emploi, de même qu'à l'augmentation des impôts payés au moment du dépôt des déclarations en raison de la progression des revenus pendant l'année d'imposition 1996.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont augmenté de 2,9 milliards de dollars, traduisant la vigueur soutenue des bénéficiaires des sociétés, parallèlement au redressement de l'économie.
- Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 1,2 milliard de dollars. Cela est attribuable à un certain nombre de facteurs, notamment la modification des modalités de remise. En janvier 1997, l'assiette servant au calcul des cotisations a été modifiée. Les cotisations sont maintenant calculées d'après le maximum de la rémunération annuelle assurable plutôt que d'après le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable. Ce changement explique l'augmentation des rentrées des cotisations au cours de la première moitié de l'année civile par rapport à la deuxième. Cette mesure est sans effet sur le montant payé par la plupart des employés et des employeurs pour l'ensemble de l'année civile. Toutefois, ceux dont le revenu dépasse le maximum annuel des gains assurables devront acquitter une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile et paieront moins à la fin de celle-ci. Par conséquent, les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont été nettement moins élevées au cours de la deuxième moitié de 1997, ce qui a eu un effet négatif sur les résultats à ce jour pour l'exercice 1997-98. De même, les résultats de janvier 1998 ont été touchés par ce changement puisque près de la moitié des recettes pour le mois avaient trait aux sommes perçues en décembre 1997. En outre, le taux des cotisations salariales a été réduit en janvier 1998, passant de 2,90 dollars à 2,70 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables en 1997. Enfin, une somme nette d'environ 0,6 milliard de dollars a été transférée au cours des 10 premiers mois de 1997-98 aux recettes d'impôt sur le revenu des particuliers relativement aux sommes payées en trop pour l'année d'imposition 1996.
- Les recettes de TPS ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, surtout en raison de la vigueur de la demande des consommateurs. Elles ont toutefois diminué en janvier 1998 sous l'effet de facteurs liés au calendrier de perception associés à la tempête de verglas qui a frappé l'Est du Canada et au fait que la date mensuelle de

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

	janvier		d'avril à janvier		Variation en pourcentage (%)
	1997	1998	1996-97	1997-98	
(en millions de dollars)					
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 257	5 432	54 970	59 149	7,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 334	1 523	11 193	14 100	26,0
Autres	301	400	2 029	1 993	-1,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 892	7 355	68 192	75 242	10,3
Cotisations d'assurance-emploi	2 038	1 433	16 143	15 298	-5,2
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	924	465	13 284	14 441	8,7
Droits de douane à l'importation	221	205	2 095	2 102	0,3
Autres taxes et droits d'accise	795	705	6 757	7 107	5,2
Total des taxes et droits d'accise	1 940	1 375	22 136	23 650	6,8
Total des recettes fiscales	10 870	10 163	106 471	114 190	7,2
Recettes non fiscales	283	369	6 512	5 015	-23,0
Total des recettes budgétaires	11 153	10 532	112 983	119 205	5,5

remise (le 31 janvier) de ces recettes était un samedi. C'est pourquoi une bonne partie des recettes de janvier ont été touchées en février et seront intégrées aux résultats de ce mois.

- Les droits de douanes à l'importation sont demeurés relativement inchangés, puisque la forte croissance des importations observée en 1997 a compensé l'effet des réductions tarifaires. Les recettes au titre des autres taxes et droits d'accises ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, surtout en raison de taxes sur l'énergie plus élevées.
- Les recettes non fiscales ont fléchi de 1,5 milliard de dollars, uniquement en raison de l'inclusion du produit de la vente du Système de navigation aérienne dans les résultats de 1996-97.

Baisse des dépenses de programmes d'avril 1997 à janvier 1998

Par rapport à la même période l'an dernier, les dépenses de programmes ont chuté de 3,4 milliards de dollars (4,1 p. 100) au cours des 10 premiers mois de 1997-98. Exception faite des subventions et des autres transferts, toutes les principales composantes sont en baisse. Le recul du total des dépenses de programmes est surtout attribuable à l'effet des mesures de compression instaurées dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995 et, dans une moindre mesure, à la croissance de l'économie.

- Les principaux transferts aux particuliers ont fléchi de 0,3 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, puisque les prestations aux aînés ont augmenté. La baisse des prestations d'assurance-emploi résulte d'une diminution de la moyenne des prestations et du nombre de prestataires, ce qui traduit avant tout l'effet des réformes et la baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 2,6 milliards de dollars, surtout en raison de la baisse des transferts en espèces en vertu du TCSPS. Dans son budget de février 1995, le gouvernement avait fixé le total des droits en vertu du TCSPS pour 1997-98 à 25,1 milliards de dollars, soit 1,8 milliard de moins qu'en 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces en espèces et sous forme d'un transfert de points d'impôt. Ce dernier volet représente la valeur de la marge fiscale que le gouvernement fédéral réserve aux provinces pour leur permettre d'augmenter d'autant leurs taux d'imposition sans que cela n'ait d'incidence sur les contribuables. La valeur du transfert de points d'impôt augmente en fonction de la croissance des assiettes fiscales pertinentes. Le transfert en espèces correspond donc à la différence entre le total des droits et la valeur accrue du transfert de points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, le transfert en espèces, qui fait partie des dépenses de programmes, dépend à la fois de

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	janvier		d'avril à janvier		Variation en pourcentage
	1997	1998	1996-97	1997-98	
(en millions de dollars)					
(%)					
Paielements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 798	1 863	17 935	18 437	2,8
Prestations d'assurance-emploi	1 446	1 178	10 042	9 225	-8,1
Total	3 244	3 041	27 977	27 662	-1,1
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 267	1 006	12 592	10 168	-19,3
Transferts fiscaux	717	745	7 806	7 736	-0,9
Paielements de remplacement pour programmes permanents	-166	-180	-1 679	-1 784	6,3
Total	1 818	1 571	18 719	16 120	-13,9
Subventions et autres transferts					
Agriculture	117	136	673	543	-19,3
Affaires étrangères	224	206	1 340	1 259	-6,0
Développement des ressources humaines	201	124	1 382	1 129	-18,3
Affaires indiennes et du Nord	237	233	3 037	3 174	4,5
Industrie et développement régional	126	91	1 237	1 340	8,3
Anciens combattants	119	116	1 136	1 139	0,3
Autres	326	379	2 340	2 800	19,7
Total	1 350	1 285	11 145	11 384	2,1
Total des transferts	6 412	5 897	57 841	55 166	-4,6
Paielements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	90	74	797	746	-6,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	224	100	1 582	1 403	-11,3
Autres	67	73	1 016	903	-11,1
Total	381	247	3 395	3 052	-10,1
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	789	758	7 242	7 000	-3,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 400	1 546	14 465	14 295	-1,2
Total	2 189	2 304	21 707	21 295	-1,9
Total des dépenses de programmes	8 982	8 448	82 943	79 513	-4,1
Frais de la dette publique	3 586	3 746	37 381	36 376	-2,7
Total des dépenses budgétaires	12 568	12 194	120 324	115 889	-3,7

la fluctuation des droits et de l'appréciation du transfert de points d'impôt. Les transferts en espèces en vertu du TCSPS ont diminué de 2,4 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 1997-98 par rapport à la même période l'an dernier. De cette somme, une tranche d'environ 1,5 milliard est attribuable à la réduction des droits, alors que l'appréciation du transfert de points d'impôt intervient pour le reste. Un projet de loi visant à

devancer d'un an l'entrée en vigueur du plancher garanti de 12,5 milliards de dollars a été déposé. Cette mesure ajoutera 0,2 milliard de dollars aux sommes payées en 1997-98.

- Les dépenses de programmes directes – c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations – ont diminué de 0,5 milliard de dollars.

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	janvier		d'avril à janvier	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	-1 415	-1 662	-7 341	3 316
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-16	239	855	879
Autres	16	112	-394	-281
Total	0	351	461	598
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-445	-184	-858	-387
Comptes de pension de retraite	-183	-194	6 413	5 687
Autres	93	12	298	-232
Total	-535	-366	5 853	5 068
Autres opérations	3 090	3 131	-765	-614
Total des opérations non budgétaires	2 555	3 116	5 549	5 052
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	1 140	1 454	-1 792	8 368
Opérations de change	-2 788	-1 868	-4 994	5 972
Total des besoins financiers ou excédent	-1 648	-414	-6 786	14 340

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	janvier		d'avril à janvier	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	-1 648	-414	-6 786	14 340
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 700	0	28 060	16 888
Obligations d'épargne du Canada	-222	-364	2 740	-2 569
Bons du Trésor	-4 050	-1 400	-34 950	-28 000
Autres	0	0	307	159
Total partiel	-1 572	-1 764	-3 843	-13 522
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	165	101	-178	50
Total	-1 407	-1 663	-4 021	-13 472
Payable en devises				
Obligations négociables	0	0	2 743	-126
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-44	5	-192	-562
Billets du Canada	20	0	1 789	-353
Total	-24	5	4 340	-1 041
Total des opérations de la dette non échue	-1 431	-1 658	319	-14 513
Variation de l'encaisse	-3 079	-2 072	-6 467	-173

La revue financière

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 janvier

	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2 042	9 137
En devises	34	53
Total de l'encaisse	2 076	9 190
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	280 825	299 451
Bons du Trésor	131 150	107 400
Obligations d'épargne du Canada	34 168	30 923
Autres	3 785	3 627
Total partiel	449 928	441 401
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	1 212	1 038
Total	448 716	440 363
Payable en devises		
Obligations négociables	12 257	12 333
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 795	7 874
Billets du Canada	2 099	1 768
Total	21 151	21 975
Total de la dette non échue	469 867	462 338

Ces dépenses comprennent les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État et les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris en matière de défense. À la différence de la réduction des droits au titre des transferts à d'autres administrations, qui a pris effet en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné d'importantes compressions dès 1995-96. En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront davantage cette composante des dépenses en 1998-99. Parmi les dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison du calendrier des paiements effectués en marge de la

vente du Système de navigation aérienne à NavCan. Les paiements aux sociétés d'État, les dépenses en matière de défense et toutes les autres dépenses ministérielles sont moins élevées, surtout en raison de l'effet des mesures de compression.

Baisse des frais de la dette publique entre avril 1997 et janvier 1998

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,0 milliard de dollars (2,7 p. 100). Ce recul est attribuable à la baisse des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, de même qu'à la diminution des besoins d'emprunts nets, conséquence de l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également accessible sur Internet à <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Mars 1998

